

le revenu. Si les gains des épouses étaient déductibles, le cultivateur s'inscrirait dans une autre catégorie.

J'aimerais dire quelques mots sur cette industrie et sur son importance dans notre économie. Je m'inquiète d'entendre continuellement les consommateurs se plaindre du coût élevé de la vie. Ils aiment se plaindre de ce que le coût des produits alimentaires les rend inabordables. C'est faux. J'ai un article publié dans *Weekend Magazine*. Il est intitulé «The High Cost of Food is Low.» C'est un article très intéressant qui signale que bien des remarques de consommateurs sont fausses ou injustifiées. J'en cite un passage:

Le prix des produits alimentaires a augmenté d'à peine plus de 50 p. 100 entre 1949 et 1969. (Pour une famille de quatre personnes, les frais hebdomadaires en produits alimentaires s'élevaient à environ \$20 en 1949 et à environ \$31 en 1969) . . .

Actuellement, la proportion moyenne des revenus dépensés en produits alimentaires est plus faible que jamais: environ 15 p. 100 en 1969 comparativement à au moins 22 p. 100 en 1949.

Les Canadiens mangent mieux. Cette différence indique que l'agriculture est efficace. Elle n'est cependant pas attrayante. Nombre de gens s'inquiètent de ce bill et d'autres éléments tels que la diminution de l'écart entre les prix de revient et les prix de vente. Ils ont décidé d'abandonner l'agriculture. C'est pourquoi, à l'heure actuelle, les terres agricoles se vendent beaucoup moins bien qu'il y a un an. En sont partiellement responsables ce bill, le Livre blanc et la menace de problèmes de comptabilité accrus pour les cultivateurs. Ces derniers devront en outre tenir compte d'autres questions telles que le cheptel de base et de ce que les programmes qu'ils suivaient vont être perturbés à cause de l'imposition des gains en capital.

Entre-temps un sentiment d'incertitude règne dans l'agriculture. Un de mes voisins est agent immobilier. Je lui demande périodiquement comment vont ses affaires. Il me répond que les fermes ne se vendent plus aussi bien qu'il y a un an ou deux. Le hasard n'a rien à y voir. Cette situation découle des politiques économiques du gouvernement et des craintes que provoque chez les gens ce bill monstrueux qui leur fait se demander ce qui va leur arriver. Le gouvernement a clairement établi qu'il y aurait des changements. C'est une des raisons de la préoccupation des gens.

Il est intéressant de noter à partir du même article qu'indépendamment du fait qu'il n'y ait que 7.7 p. 100 de la population qui vive sur les fermes aujourd'hui, le tableau n'est pas complet. On estime que, dans la collectivité agricole, le travail de trois Canadiens sur dix se rattache à l'agriculture. Beaucoup plus de 7.7 p. 100 travaillent directement dans ce domaine. Ils travaillent à la législation agricole et aux choses qui touchent la collectivité agricole. Pour ce qui est des coûts de l'exploitation agricole, l'article poursuit:

Les coûts aux cultivateurs ont plus que doublé depuis 1949, et il est donc clair que les cultivateurs retirent très peu de l'augmentation des prix puisque leur partie du dollar consacré par le consommateur à l'alimentation continue de diminuer.

Le secrétaire parlementaire croit-il que ce programme renferme quelque stimulant visant à ramener les gens à l'agriculture? Quel encouragement y a-t-il pour les jeunes cultivateurs qui ont travaillé si dur à apprendre comment exploiter une ferme et les membres des clubs 4-H à qui des représentants agricoles enseignent comment exploiter une ferme? S'ils travaillent à la ferme de leur père, ils croient que, lorsqu'ils l'auront reçue et payée et que le gouvernement en aura fini avec eux, il ne restera pas grand-chose.

[M. Howe.]

J'aimerais citer le cas récent d'un cultivateur de ma région. Il avait 500 acres de très bonne terre et un beau troupeau laitier. Il avait trois enfants, deux garçons et une fille. Ils étaient tous des enfants intelligents et débrouillards. Ils ont travaillé sur cette terre pendant toute leur vie, mais continueront-ils de le faire? Il y a quelques semaines, ce beau troupeau de 125 vaches holstein a été vendu. Elles ont été amenées au marché parce que le cultivateur croyait qu'il n'y avait pas d'avenir dans ce domaine. Bien que sa famille ait été élevée sur cette ferme, aime l'agriculture, appartienne à l'association des jeunes cultivateurs, se compose de jeunes gens intelligents et débrouillards, il n'y avait aucun encouragement à continuer. Ils ont décidé de quitter la ferme et de se lancer dans un autre domaine. C'est une perte pour la collectivité agricole.

Le gouvernement et les organismes intéressés devraient faire tout leur possible pour empêcher que ces jeunes et brillants éléments quittent la terre. Il faudrait les encourager à y demeurer. Sans vouloir en prédire la date, il arrivera un jour où nous serons obligés d'importer bien plus de denrées agricoles qu'aujourd'hui. Ce sera une honte et un crime. Ce sera également la preuve que les gouvernements n'ont rien fait dans le passé pour encourager la jeunesse à demeurer sur les terres que leurs pères ont travaillées avant eux et dont ils étaient si fiers. Je ne vois aucune disposition dans le projet de loi à l'étude qui encourage cette jeunesse.

Le député de Fraser Valley-Ouest a fait part, au cours du débat, d'une ou de deux questions. Il a parlé des programmes de gains en capital. On exécute, dans ma région, des projets de construction autour des grandes villes. Les cultivateurs qui en sont proches ont bien de la chance car leurs terres sont achetées à des prix élevés. Mais ce n'est pas tout. Je veux parler des cultivateurs qui vivent près de Toronto, Brantford, Guelph, Woodstock et Kitchener. Ils reçoivent des offres alléchantes pour leurs terres, mais la plupart veulent continuer à les travailler. Que font-ils? Ils vendent leur terre au prix fort et vont s'installer plus loin dans la campagne. Les gens se baladent en voiture et aperçoivent une belle terre, bien située. Ils s'y arrêtent. Le cultivateur ne songe pas à vendre. Mais l'acheteur éventuel visite la ferme et la maison, qui ont belle apparence et sont bien entretenues. Il demande au cultivateur de lui faire un prix. Celui-ci mentionne un chiffre qu'aucun acheteur n'acceptera, croit-il, peut-être \$85,000 ou \$100,000. A son grand étonnement l'offre est acceptée. Qu'en résulte-t-il? Non seulement cette ferme mais toutes les fermes de la région atteignent alors un palier d'imposition tout à fait artificiel et les conséquences de l'impôt insidieux sur les gains de capital qu'on se propose d'établir, seront terrifiantes pour ceux qui auront à y faire face.

• (5.20 p.m.)

Je pourrais faire les mêmes observations au sujet des maisons de ferme. Dans ma région, une tendance marquée s'est manifestée: les citadins visitent la campagne à la recherche d'une vieille maison de pierre. On en trouve beaucoup dans ma région. Par exemple, deux dames, en voiture, ont aperçu une belle maison de pierre pour laquelle elles étaient prêtes à payer \$35,000. Et cela pour la maison seulement; elles ne voulaient pas de la terre. Comment appliquer la loi équitablement lorsque des choses comme celles-là se produisent, et on en voit de plus en plus, à moins de trouver le moyen de différencier entre la valeur de la maison de ferme et celle des terres elles-mêmes? Quand l'inspecteur viendra, comment évaluera-